

Table ronde. Pourquoi les services publics sont-ils un atout d'avenir ?

<https://www.humanite.fr/> Vendredi 19 Novembre 2021 - Pierre Chaillan

Rappel des faits. Alors que la doxa libérale de la réduction des déficits publics se traduit depuis des décennies par un désengagement financier de l'État, les services publics ont toujours la cote chez les Français, qui déplorent leur dégradation. Avec Natacha Pommet Secrétaire générale de la fédération CGT des services publics Willy Pelletier Sociologue coordinateur de la Fondation Copernic et Michel Jallamion Président de la Convergence nationale des services publics maire adjoint PCF du 20e arrondissement de Paris

Natacha Pommet Secrétaire générale de la fédération CGT des services publics Willy Pelletier Sociologue coordinateur de la Fondation Copernic Michel Jallamion Président de la Convergence nationale des services publics maire adjoint PCF du 20e arrondissement de Paris

Depuis plusieurs décennies, le discours sur la réduction des -dépenses publiques justifie les politiques de coupes claires dans les effectifs et les évolutions. Comment cela se traduit-il ?

Natacha Pommet Avec la promulgation de la loi organique relative aux lois de finances (Lolf) en 2001, la notion néolibérale de « dépenses -publiques » s'est développée... alors que ce concept même est une ineptie. Un enfant qui suit une scolarité serait une dépense publique ? Un patient soigné à l'hôpital ? Un usager de la route ? Bref, introduire une notion de rentabilité, de dépenses et de recettes dans les services publics a tout simplement pour but de privatiser ce qui relevait jusqu'à présent du secteur public. La traduction actuelle la plus visible est bien évidemment la situation de l'hôpital public, où la loi « Hôpital, patients, santé, territoires » (HPST) a conduit à la réduction des effectifs, de l'offre de soins, et a fortement dégradé les conditions de travail, conduisant ainsi au départ de nombreux professionnels de santé et à la fermeture de lits. D'autres exemples tout aussi marquants sont les réductions d'effectifs à Bercy, avec un impact immédiat sur les missions exercées. S'il n'y a plus de recettes fiscales, plus de contrôles sur l'évasion fiscale (estimée suivant les années entre 60 et 120 milliards d'euros), il est facile de parler de déficit et de justifier la baisse des dépenses publiques. La diminution des moyens humains et matériels dans les services publics contribue à leur appauvrissement, à leur dégradation... voire à leur disparition au profit du secteur privé lucratif.

Willy Pelletier Ces modernisations brisent des vies. Ce que montre l'ouvrage *La Valeur du service public* (1). Les modernisations libérales, c'est ce serrement de gorge qui étreint Nadine jusqu'à l'étouffer, sa gêne au ventre pour respirer depuis qu'à son travail d'assistante sociale, où elle se donne tant contre les expulsions de logements et pour les allocataires du RSA, s'ajoute l'entrée, sur quatre logiciels informatiques, du minutage de ses rendez-vous, de leur contenu. La modernisation, c'est ce contrôle à la « Big Brother is watching you ». Temps de travail dévoré par la mesure comptable absurde des modernisateurs. Total : un volume d'activités impossible à assurer, sauf à bâcler ses rendez-vous. Entre ceux-ci, Nadine a souvent envie de crier. Elle ne peut plus aider les

familles populaires qu'elle aidait. Les modernisations libérales, depuis qu'a fermé la maternité de proximité du Blanc, ce sont ces femmes de l'Indre, contraintes à deux heures de route sur des voies dangereuses pour aller accoucher. Ce sont des galères pour les IVG, des naissances en voiture. Combien sommes-nous, comme ces femmes de l'Indre, face aux hôpitaux ou aux Ehpad soumis à rentabilité ? Combien de Nadine empêchées d'aider en centre des impôts, dans un tribunal, à la protection judiciaire de la jeunesse, dans une préfecture, une caisse d'allocations familiales, ou d'autres services publics ? Les modernisations libérales déprofessionnalisent les fonctionnaires, les démoralisent jusqu'au burn-out, désaménagent les territoires, augmentent les violences aux guichets, accentuent la caporalisation des agents. Elles obligent au surtravail faute d'effectifs, avec plus de pénibilité physique. Elles individualisent les carrières, précarisent, fracturent les collectifs de travail. Et avec la numérisation forcée, des usagers sans ressources de toutes sortes, âgés, peu diplômés ou loin de l'emploi, se retrouvent incapables d'utiliser les services publics, mis en défaut, en honte, hors-jeu.

Michel Jallamion Que ce soit le rail sous Napoléon III, les béquilles du capital (2) des entreprises du XXe siècle, les partenariats public-privé actuels... la recette du capitalisme est fort simple : maximiser la rémunération du capital en reportant le plus grand coût possible sur la collectivité. Pour la Sécurité sociale, cela se traduit par l'augmentation du reste à charge et des franchises, fermetures de lits, la diminution de personnel, la baisse des retraites, des prestations familiales... Pour le service public : baisse des moyens, précarisation et diminution de personnel. Cela affecte la qualité des missions et leur universalité. L'informatisation, au lieu d'être utilisée pour mieux répondre aux besoins des citoyens, l'est pour adapter les besoins des citoyens aux impératifs économiques de l'entreprise en charge du service public. L'utilisateur se transforme en client captif. Cela a des conséquences sur les collectivités territoriales qui subissent transferts de charges sans compensation, règle d'or... tout en tentant de pallier les manques de l'État. Leur investissement est rogné, alors qu'il est primordial : c'est 70 % des investissements publics ! Des gens mal soignés, mal rémunérés, qui ont du mal à se déplacer, des collectivités exsangues, des entreprises qui ne s'implantent plus faute de services publics... finalement, c'est l'ensemble de notre société qui est fragilisé et, ce qui est ironique, l'économie elle-même.

Dans la bataille d'idées, la question de « la modernisation des services publics » est aussi souvent avancée pour mettre en œuvre des logiques de désengagement de l'État, de libéralisation et de mise en concurrence. Comment y répondre ?

Willy Pelletier Attaquons les causes. Une noblesse nouvelle gouverne le secteur public : la noblesse managériale public-privé. Elle provient d'écoles du pouvoir converties en « business schools », qui imposent la foi libérale, ses dogmes : d'abord le fric, les calculs de coûts, la hiérarchie au travail, aligner le public sur le privé, réduire les services publics, transférer au marché une part de leurs fonctions. Avec pour seule boussole la rentabilité financière immédiate. Les modernisations se font avec acharnement, brutalité, sans s'arrêter. Pourquoi ? Parce que, dans la noblesse managériale public-privé, la réussite des carrières exige les va-et-vient permanents entre hauts postes dans le

privé et hauts postes publics. Lesquels font obtenir des postes encore plus élevés en grande entreprise, si l'on montre hautement aux recruteurs que, sous sa direction, l'on a fait fonctionner le service public comme une entreprise ou qu'on l'a mis au service des entreprises. Venus de familles bourgeoises, les managers public-privé passent leur vie parmi leurs semblables, sans relation aucune avec les salariés qu'ils restructurent. Ils ne savent pas ce qu'ils font endurer aux usagers. Ce n'est pas leur problème. Leur seul problème, c'est leur carrière, les concurrences entre eux. Donc, ils ne s'arrêteront pas de « moderniser », c'est-à-dire de massacrer. Ils continueront, c'est leur ADN professionnel. Il faut les stopper : rendre illégaux les passages répétés entre public et privé, et reconfigurer les écoles du pouvoir pour qu'y prévalent les valeurs de l'intérêt général.

Michel Jallamion Les services publics doivent répondre aux principes d'égalité, d'adaptabilité et de continuité : quoi de plus moderne dans un monde qui se fracture ? Pourtant, il s'agit là des principes du service public posés par Rolland au... XIXe siècle. Qu'ont-ils de moderne, ceux qui veulent nous faire revenir au travail à la tâche via l'ubérisation ? Qu'ont-ils de moderne, ceux qui veulent que la France revienne avant 1946, au temps où 1 450 entreprises et tarifs différents préexistaient à la naissance d'EDF-GDF ? Où la Sécurité sociale, la retraite, la formation professionnelle n'étaient pas universelles ? Revenir sur le statut des fonctionnaires de 1983 pour qu'il ne garantisse plus l'égalité de traitement aux usagers, est-ce moderne ? Les citoyens sont favorables à plus de 75 % aux services publics et majoritairement favorables à ce qu'ils soient effectués par des agents publics. Profitons de la période électorale actuelle pour permettre l'émergence d'un large débat public. Passons de la défense à l'offensive.

Natacha Pommet Le principe des services publics et de la fonction publique est résolument moderne et fait preuve de sa solidité et de son adaptabilité depuis près de quarante ans. Les services publics s'adaptent aux besoins de la population et cela depuis leur création. L'asphyxie financière et la casse du statut dégradent les services publics et justifient leur disparition. Cependant, à chaque crise (financière en 2008, pandémique en 2020), les services publics, même fortement attaqués, montrent leur efficacité à servir l'intérêt général. Il faut, en ce sens, saluer l'engagement des fonctionnaires et agents publics qui n'ont de cesse de remplir leurs missions dans des conditions difficiles. Les services publics ont besoin de moyens financiers pour recruter du personnel, augmenter les salaires et se développer. Pour un service rendu égal, le secteur public est, et sera, toujours moins onéreux pour l'utilisateur que le secteur privé, rentabilité oblige... C'est un choix de société et non une nécessité de modernisation ou de dépenses publiques, qui ne sont que de faux prétextes pour casser cet héritage du Conseil national de la Résistance.

Pourquoi les services publics doivent-ils être alors au contraire développés et étendus. Lesquels, par exemple ? Et comment y parvenir ?

Michel Jallamion L'urgence est d'arrêter la casse des services publics en renouant avec les fondamentaux : répondre aux besoins, permettre l'accès aux droits (droit du travail, égalité femmes-

hommes, transport...), assurer l'équilibre et l'égalité sur notre territoire. L'impératif climatique nécessite le développement du rail, en particulier du fret ferroviaire, tout comme la création d'un service public de l'alimentation. Le mal-logement, les SDF, l'envolée du foncier et le non-respect de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains nécessitent la création d'un service public du logement. La fonction publique et les services publics doivent massivement recruter professeurs, personnels hospitaliers, de Pôle emploi, postiers... afin de répondre aux besoins. La question d'un grand service public de la téléphonie et de l'informatique doit également être posée. Il faut aussi que les services soient 100 % publics pour qu'ils puissent avoir à nouveau l'intérêt général comme horizon, les démocratiser pour qu'élus, usagers et personnels aient leur mot à dire et contrôlent l'adéquation entre les missions de service public et la couverture des besoins. Le terreau existe pour créer les conditions d'une mobilisation citoyenne. Partout naissent des luttes et des collectifs. Seule la désignation explique le manque de mobilisation nationale. À nous de la combattre et convergions le plus largement possible pour remettre au goût du jour l'efficacité et la modernité sans pareilles des services publics !

Natacha Pommet La crise pandémique a été d'une certaine façon éclairante pour justifier la nécessité du développement des services publics. L'hôpital, les services départementaux d'incendie et de secours, l'éducation nationale, les finances publiques, les aides à domicile, les assistantes familiales, etc. Les services publics ont besoin d'être développés, certains ont besoin d'être créés. Parce qu'il est urgent et nécessaire pour l'intérêt général de se doter de services publics de bon niveau, répondant aux besoins sociaux, la CGT fonction publique s'est engagée dans une campagne revendicative intitulée « 10 % immédiatement pour la fonction publique ». 10 % d'augmentation de la valeur du point d'indice (base de la rémunération des fonctionnaires) pour rattraper les pertes accumulées depuis juin 2010 et le début de la politique de gel de la valeur du point ; 10 % d'effectifs en plus pour répondre aux besoins criants de personnel ; 10 % de diminution du temps de travail pour travailler moins, travailler mieux et travailler toutes et tous ; 10 % d'efforts budgétaires concrets pour revaloriser les carrières des filières à prédominance féminine et atteindre ainsi enfin l'égalité salariale entre les femmes et les hommes ; 10 % du temps de travail consacré à la formation professionnelle. Ce n'est qu'à ce prix que nous pourrions nous doter de services publics répondant aux besoins sociaux du XXI^e siècle.

Willy Pelletier La civilisation des services publics, c'est l'anti-Zemmour : l'égalité, des protections sociales sans discrimination d'origine, la promotion des femmes, le mélange social. Syndicats, salariés, usagers doivent se retrouver dans un vaste forum social itinérant pour établir comment élargir, sauver, les services publics. Nous travaillons à l'organiser.

(1) Coauteur de la Valeur du service public (La Découverte, 2021). (2) En référence à l'ouvrage les Béquilles du capital, d'Anicet Le Pors, paru aux éditions du Seuil en 1976.